

Compte rendu de la délégation reçue vendredi 20 mars par le président de l'université

Présents :

Dans la délégation :

Marie Berteaux, Camille Bouard, Cécile Fairhead, Nicolas Férey, Guy Hesser, Anne Lopes, Emmanuelle Rio, Françoise Thomas, Rim Yehia

Pour la présidence :

Jacques Bittoun (président), Serge Edouard (vice-Président "Finances et Pilotage"), Catherine Descours (directrice de Cabinet)

Résumé : le président est d'accord avec nous sur les constats, il partage nos inquiétudes. Il n'y a pas de désaccord sur les chiffres et les conséquences MAIS il pense qu'il va s'en sortir tout seul en allant discuter avec le ministère et nous, on pense que c'est plus efficace de se mobiliser

Introduction

Le président commence par dire qu'il estime que nous donnons trop d'importance au président.

1/ Discussion sur la pétition

- Jacques Bittoun refuse de signer la pétition car il estime ne pas pouvoir s'engager en tant qu'individu mais uniquement en tant que président ce qui nécessiterait de passer par les conseils (mais il ne compte pas le faire pour autant).
- Il estime que cette pétition exprime une trop grande méfiance vis-à-vis de lui.
- Il a déjà voté une motion sur la question du budget au mois de décembre (avant de voter ce même budget)

2/ Discussion sur le vote du budget

Il nous explique qu'il a refusé de voter un budget en déficit car :

- C'est illégal
- Le contrôleur budgétaire régional a menacé de ne mobiliser que 80% des crédits, et de bloquer les travaux sur l'université
- Inquiétude que cela bloque les campagnes de recrutement.

Un autre exemple de menace est la maintenance du futur bâtiment Bio/Pharma/Santé. L'Université doit négocier les frais de maintenance de ce bâtiment, sachant que le loyer étant pris en charge par le Plan Campus/Campus Paris Saclay.

Nous faisons remarquer qu'il cède à une forme de chantage de la part des tutelles.

3/ Discussion sur nos revendications

- Une rallonge budgétaire : il aimerait bien !

- Rétablir les postes et les formations supprimées :
 - Il n'y aura pas de suppression de postes BIASS quel que soit le scénario. Par contre, les embauches seront repoussées de quelques mois
 - ⇒ Nous faisons remarquer que, de fait, ce sont soit des postes en moins pendant quelques mois, soit des postes en moins qui « tournent » parmi les composantes
 - Pour les formations : « A l'impossible nul n'est tenu »
 - ATER : 25 suppressions de postes cette année, 50 l'année prochaine.
 - Il faut faire des heures complémentaires
 - ⇒ Nous faisons remarquer que dans certaines formations on ne trouvera pas les collègues pour faire toutes les heures supplémentaires et que les MCF ont vocation à faire de la recherche quand ils n'enseignent pas.
 - Il faut fermer les filières à petits effectifs ou faire les heures bénévolement.
 - Il faut ramener les maquettes au potentiel enseignant
 - Les directives ministérielles sont de faire 1500h en L1. Nos maquettes sont encore au-dessus .
 - On va mutualiser avec Paris Saclay
 - Demande de notre part de geler les frais d'inscription pendant 5 ans
 - J. Bittoun est contre les augmenter
 - Il suivra le prix fixé par le ministère
 - Sélection en L1
 - Là aussi il suit la loi et donc ne sélectionnera pas.
 - Ceci dit à titre personnel il s'interroge sur l'opportunité d'accueillir les étudiants de bacs pros et techniques. Il précise quand même qu'il faut leur trouver une formation.
 - Le président dit qu'il est pour accepter tous les bacheliers en L1, mais qu'il faut les orienter que dans les formations où nous pensons qu'ils sont susceptibles de réussir.
 - ⇒ Nous lui faisons remarquer que les étudiants doivent avoir la possibilité de faire des études dans l'université dans les formations qu'ils désirent. Et que les moyens mis dans les études des étudiants influencent beaucoup les résultats, y compris des étudiants de bacs pros et techniques.
- ⇒ Nous faisons remarquer que le ministère a des directives mais ne nous donne pas les moyens de les appliquer. Ainsi, l'institut Villebon-Charpak reçoit un financement du ministère. Que ce passera-t-il quand ce ne sera plus le cas ?
- ⇒ J. Bittoun remarque qu'on s'est fait avoir au moment de l'autonomie des universités : l'Etat a promis de payer notre masse salariale mais n'a pas pris en compte notre pyramide des âges et le glissement vieillesse/technicité (GVT) qui va avec (encore 2 millions par an, soit environ 20 postes, pendant encore dix ans).

Nous tombons d'accord sur ces constats : le gouvernement nous demande l'impossible si on ne nous verse pas le GVT.

Mais... que faire ?

A défaut de signer la pétition, nous proposons qu'il envoie pour soutenir notre action, un communiqué de presse et un message aux personnels pour dire que nous sommes d'accord sur le constat. Il refuse catégoriquement arguant que ce n'est pas sa place (bien que nous ne demandions pas explicitement de soutenir le mouvement mais seulement de rétablir la vérité = nous sommes d'accord sur le constat).

Il préfère aller discuter tout seul avec le ministère, mais admet que nos "actions sont motivées par de justes causes"

Quelques phrases de J. Bittoun à retenir :

"A l'université, il va falloir qu'on s'habitue à ne plus vivre dans le luxe."

"Il n'y a pas de problème de chauffage, c'est un problème d'isolation"

"Je suis pour accepter tous les étudiants bacheliers à l'Université, mais que dans les filières où nous pensons qu'ils sont susceptibles de réussir"